



Adresse à Monsieur Benoît Hamon, Ministre de l'Education Nationale

Vous venez d'être nommé Ministre de l'Education Nationale et nous nous adressons à vous pour que le choix politique d'une priorité à l'éducation soit enfin mis en œuvre.

L'urgence est d'autant plus grande que l'école française creuse les écarts entre les élèves, participe à transformer les inégalités sociales en inégalités scolaires, lourd héritage d'une orientation politique qui n'a jamais pris en compte autre chose que des données comptables pour déterminer les moyens attribués à l'Ecole de la République.

Nous attendons du Ministre de l'Education Nationale que la refondation de l'école annoncée devienne réalité. Il est temps de repenser l'ensemble du système scolaire, des contenus d'enseignement à la formation des enseignants, de la création de postes au nombre d'élèves par classe.

C'est par ces leviers que l'école retrouvera sa fonction structurante pour promouvoir une société de Liberté, d'Egalité et de Fraternité.

Il faut en finir avec les logiques qui mettent en concurrence les individus, les établissements et les territoires.

C'est malheureusement dans cette optique que les opérations de carte scolaire se déroulent, les moyens alloués, annoncés à grand renfort médiatique, n'étant pas à la hauteur des besoins, après des années de suppressions massives.

C'est également dans cette optique que la formation professionnelle des enseignants se délite au fil du temps, le pouvoir, et ce quelle que soit sa couleur politique, se réfugiant derrière une élévation du niveau universitaire des maîtres pour renoncer à la nécessaire connaissance de ce qu'apprendre signifie pour les élèves, pour chaque élève.

Non, l'égalité des chances, ce n'est pas l'égalité du droit à l'éducation.

Non, nos élèves n'ont pas les mêmes connaissances quand ils entrent à l'école.

Ne pas comprendre cela, c'est s'inscrire dans la reproduction, voire l'aggravation, des inégalités sociales et culturelles, c'est méconnaître comment les déterminismes environnementaux et les conditions affectives faites à ces enfants très jeunes, influencent leur parcours scolaire.

Dans ce contexte, le décret sur la réorganisation de la journée scolaire, non seulement ne répond pas aux exigences de démocratisation scolaire, mais aggrave les inégalités territoriales. Ce décret fait du temps périscolaire un substitut

des heures d'écoles supprimées par la droite. Or, les loisirs éducatifs sont un domaine spécifique, complémentaire, et donc différent de l'éducation scolaire. Nous en demandons le retrait car il s'oppose à l'ambition d'une école qui répondrait aux besoins de tous les élèves, où qu'ils soient, quels qu'ils soient.

Nos élèves, qu'ils soient nés dans une famille en phase avec le système éducatif ou pas, doivent trouver à l'école la bienveillance et l'aide nécessaires pour se confronter au monde qui les entoure, le comprendre, le penser. C'est ce rapport au monde, aux autres, le goût de s'engager dans toutes les aventures intellectuelles, sensibles ou physiques, de cultiver la curiosité pour ce qui n'est pas soi ou son univers familier, que l'école doit proposer aux enfants. Mais pour cela il faut s'affranchir de l'idée que l'élève est responsable de son parcours scolaire. Il faut accepter que l'hétérogénéité des familles entre en dissonance avec notre système très normatif, et que la différenciation pédagogique nécessite davantage de moyens pour s'exercer.

C'est ce projet que les enseignants veulent défendre pour retrouver le sens de leur métier après des années d'un pilotage uniquement axé sur l'évaluation de performances immédiates et quantifiables.

Nous attendons de votre arrivée à la tête de notre institution, une réorientation significative de la politique présidant aux destinées de notre Service Public National d'Etat.

Nous attendons de nouvelles règles pour en définir les moyens, mais également pour améliorer les conditions de travail et de rémunération de tous les personnels qui se mobilisent au quotidien au service de leurs élèves.

Nous attendons un projet qui soulèverait l'enthousiasme, qui redonnerait de la fierté à tous les acteurs en charge de sa mise en œuvre.

Il est temps d'en finir avec l'austérité et la disette. Et il est temps d'entendre ce que les enseignants ont à dire.

stéphane délas, magali laborde, joëlle noguère et lydia pérez
pour le SNUipp-FSU65
tarbes, le 7 avril 2014